



ASSOCIATION MALIENNE POUR LA PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL

AMPRODE /SAHEL

BP.5017 - Tél./Fax. (223) 20 29 37 82 - Bamako

E-mail: amprodebamako@orange.net-Site Web : www.amprodesahel.org

Hamdallaye ACI 2000 - Rue 392, Face à la Clinique KABALA

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES ET FINANCIER 2021



Démonstration culinaire et Nutritionnelle des GSAN Projet RICSDEC UNICEF, Région de Sikasso



Remise officielle de 600 000F CFA en TM collectif à deux (02) associations retenues

- Références de l'Accord-cadre et de l'Avenant
- Référence autres documents de partenariat
- Adresse de l'ONG – Association signataire de l'Accord-cadre N°0115/000319 du 07 Janvier 2008 avec l'Etat :
ACI 2000 Hamdallaye, Rue 392 Face CLINIQUE KABALA
BP : 5017 Tél : 20 29 37 82 ; Fax : 20 29 37 82
Email : amprodebamako@orangemali.net
- Adresse du premier responsable
Mamoutou **DIABATE**
Directeur Exécutif
Tél : 20 29 37 82 /20 29 55 15 / Portable. : 66 75 85 96

Préparé Par :
Badian **KANITAO**
Chargé de Projets

Période :
Année 2021

Table des matières

SIGLE DES ABREVIATIONS	6
INTRODUCTION :	8
I. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES / PROJETS	8
A. DOMAINE DE L'EDUCATION	8
1. Titre: Projet JIGIYA/FFE IV (Food for Education /childnutrition Project).....	8
1.1. Localisation :	8
1.2. Budget :	8
1.3. Résultats attendus :	8
a) ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE.....	8
a.1. Campagnes d'inscription.....	8
a.2. Soutenir la scolarisation des enfants handicapés et des enfants touchés par le nomadisme des parents.....	8
a.3. Mise en place d'infrastructures pour les enfants handicapés et les enfants nomades	8
a.4. Mettre en place un système d'apprentissage pour les enfants nomades	8
a.5. Collaboration / synergie avec d'autres parties prenantes	9
a.6. Sensibiliser les communautés sur l'utilisation des élèves aux tâches domestiques	9
a.7. Former des groupes d'épargne et de crédit (SILC).....	9
a.7.1. Evaluer la situation réelle des groupes SILC dans les zones du projet	9
a.7.2. Créer de nouveaux groupes SILC.....	9
a.7.3. Mobiliser des groupes autour des cantines scolaires.....	9
a.7.4. Former continuellement les CGS sur l'analyse des barrières	9
a.7.5. Former les CGS sur la gouvernance interne.....	9
a.7.6. Mettre à jour et informer les communautés sur l'importance du Tableau d'affichage.....	9
a.7.7. Sensibiliser les parents à suivre les performances des élèves	9
a.7.8. Reconnaissance des élèves	9
b) Cantine:.....	10
c) Logistique	10
d) Mobiliser les communautés pour leur contribution	10
d.1. Former les CGS sur la gestion des produits de base	10
d.2. Former les cuisinières sur la préparation des mets.....	10
e) Wash/santé.....	10
e.1. Distribution de médicaments, vermifuge et vitamine A.....	10
f) MEAL	10

g) Partenariat et pérennisation.....	10
1.4. RESULTATS ATTEINTS :	11
a. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE.....	11
a.1. Campagnes d'inscription.....	11
b. Formation de l'équipe terrain sur les modules des différents secteurs leads (composantes)	11
b.1. Formation sur la cohésion sociale :	11
c. Renforcement de capacité des communautés bénéficiaires.....	12
d. Information/communication	12
e. Cantine.....	12
f. Logistique	13
f.1. Sensibilisation des membres du groupe SILC à soutenir les CGS dans la gestion / l'exploitation des jardins scolaires :	13
f.2. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II à la nécessité d'acheter des ustensiles supplémentaires pour la cuisine de l'école (prendre en compte les mesures covid-19) :	13
f.3. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II et des CDPE pour la réhabilitation des infrastructures de cantine :	13
f.4. Suivi de l'exploitation et de l'utilisation de la production des jardins des anciennes écoles :.....	13
g. Mobilisation des contributions communautaires	13
g.1. Appui des CGS des écoles fondamentales I et II à améliorer les outils de gestions et les stratégies de mobilisation des contributions communautaires :	13
h. Création de nouveaux groupes SILC.....	14
h.1. Suivi et appui des PSP dans la collecte de données mensuelle :	14
h.2. Organisation des séances de sensibilisation auprès des membres SILC sur le maintien des enfants à l'école :	14
i. WASH/SANTE.....	14
i.1. Distribution : médicaments vermifuges et vitamine A	14
i.1.1. Sensibilisation des CGS et des communautés (respect du protocole d'accord) pour l'achat des vermifuges et de la vitamine A :	14
i.1.2. Achat de vitamine A et de vermifuges pour toutes les écoles avec le soutien des centres de santé, des mairies :	14
i.1.3. Organisation d'une campagne de sensibilisation pour que les communautés entreprennent au moins 50% de l'achat de médicaments :	14
j. MEAL	14
j.1. Réunion mensuelle MEAL en visioconférence :	14
j.2. Enregistrement physique des élèves :	14
j.3. Réunion mensuelle de coordination en visioconférence :	14

k. Ecart :	15
l. Partenaires et leurs apports par projet	15
m. Bénéficiaires :	15
n. Difficultés :	15
2. Titre : Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM)	16
2.1. Localisation :	16
2.2. Budget :	16
2.3. Résultats attendus :	16
2.4. Résultats atteints :	16
2.4.1. Diagnostic pour l'identification des enfants hors école pour l'année scolaire 2021-2022 ..	16
2.4.2. Le suivi des alternatives éducatives mises en place :	16
2.4.2.1. Suivi des écoles coraniques rénovées (COR) :	16
2.4.2.2. Suivi des enfants inscrits par les relais communautaires :	17
2.4.2.3. Le suivi des écoles créées par PACETEM :	17
a) Les écoles ouvertes	17
b) Ecoles Mobiles :	18
2.4.2.4. Suivi de la réinscription des apprenants SSA/P :	18
2.4.2.5. Maintien :	18
2.5. Ecart :	18
2.6. Partenaires et leurs apports	18
2.7. Bénéficiaires :	19
2.8. Difficultés :	19
3. Titre : Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM)	19
3.1. Localisation :	19
3.2. Budget :	19
3.3. Résultats attendus :	19
3.4. Résultats atteints en 2021 :	20
3.5. Ecart :	20
3.6. Partenaires et leurs apports :	21
3.7. Bénéficiaires	21
3.8. Difficultés :	21
B. DOMAINE DE LA SANTE	22
1. Titre : « <i>Projet</i> : Extension et promotion de l'utilisation des services de dépistage et de prise en charge du VIH et de la Tuberculose au Mali	22
1.1. Localisation :	22

1.2. Budget :	22
1.3. Résultats attendus :	22
1.3.1. Mettre en place une structure de gestion fonctionnelle :	22
1.3.2. Mettre en œuvre des activités programmatiques et financières conformément au plan opérationnel de la subvention :	22
1.4. Résultats atteints en 2021 :	22
1.4.1. En termes de ressources humaines (RH) :	22
1.4.2. En termes de réalisation des activités :	22
1.4.3. Autres activités réalisées en 2021 :	23
1.5. Ecart :	24
1.6. Partenaires et leurs apports :	24
1.7. Bénéficiaires :	24
1.8. Difficultés :	24
2. Titre : Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté.....	24
2.1. Localisation :	24
2.2. Budget :	25
2.3. Résultats attendus :	25
2.4. Résultats atteints par projet :	25
2.5. Ecarts	26
2.6. Partenaires et leurs apports par projet.....	26
2.7. Bénéficiaires	26
2.8. Difficultés :	27
3. Titre : Le projet AMPLIFY ECHANGE.	27
3.1. Localisation :	27
3.2. Budget :	27
3.3. Résultats attendus :	27
3.4. Résultats atteints par projet :	27
3.5. Ecarts :	29
3.6. Partenaires et leurs apports par projet.....	29
3.7. Bénéficiaires :	29
3.8. Difficultés :	29
C. DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE/NUTRITION	30
1. Titre : Le Programme de Soutien au Dispositif National de Sécurité Alimentaire (PRESA) .	30
1.1. Localisation :	30
1.2. Budget :	30

1.3. Résultats attendus :	30
1.4. Résultats atteints en 2020 :	30
1.5. Ecart :	31
1.6. Partenaires et leurs apports :	31
1.7. Bénéficiaires :	31
1.8. Difficultés :	32
D. DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :	32
1. Titre : Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel (PRRE-FA) 32	
1.1. Localisation :	32
1.2. Budget :	32
1.3. Résultats attendus :	32
1.4. Résultats atteints en 2021 :	32
1.5. Ecart :	35
1.6. Partenaires et leurs apports :	35
1.7. Bénéficiaires :	35
1.8. DIFFICULTES :	35
II. VIE ASSOCIATIVE DE L'ONG-ASSOCIATION SIGNATAIRE D'ACCORD-CADRE AVEC L'ETAT :	
35	
III. Administration / fonctionnement :	36
IV. Perspectives :	36
V. Conclusions/Recommandations :	37

SIGLE DES ABREVIATIONS

- ▶ FFE: Food for Education;
- ▶ CGS : Comité de gestion scolaire ;
- ▶ CSref : Centre de Santé de Référence ;
- ▶ CT : Collectivité territoriale
- ▶ CSCOM : Centre de Santé Communautaire
- ▶ SILC : Savings Internal Lending Cominities
- ▶ PACETEM : Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali
- ▶ AE : Académie d'Enseignement ;
- ▶ CAP : Centre d'Animation Pédagogique ;
- ▶ ECOR : Ecole Coranique Rénovée ;
- ▶ ECU : Ecole à Classe Unique ;
- ▶ RMI : Relais et mesures incitatives ;
- ▶ ADC : Agent de Développement Communautaire ;
- ▶ SSA/P : Stratégie de Scolarisation Accélérée/ PARIS
- ▶ EDC: Education Development Center;
- ▶ NEC : Nouvelle Ecole Classique ;
- ▶ ONG : Organisation Non Gouvernementale ;
- ▶ SSGI : Services de Santé à Grand Impact ;
- ▶ AG : Assemblée Générale ;
- ▶ CPN : Consultation Pré Natale ;
- ▶ GSAN : Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition ;
- ▶ ANJE : Alimentation du Nourrisson jeune Enfant
- ▶ ASC : Agent de Santé Communautaire ;
- ▶ ATPC : Assainissement Totale Piloté par la Communauté
- ▶ FDAL : Fin de Défécation à l'Aire Libre
- ▶ SONUB : Soins Obstétricaux et Néonatal d'Urgence de Base
- ▶ GAC : Groupe d'Action Communautaire
- ▶ PF : Planification Familiale
- ▶ DSSR : Droit de la Santé Sexuelle et Reproductif
- ▶ SR : Santé de la Reproduction
- ▶ RICSDEC : Renforcement des interventions communautaires de survie et le développement des enfants dans la communauté
- ▶ SIAN : Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition
- ▶ SMAM : Semaine de l'Allaitement Maternel ;
- ▶ JNV : Journée Nationale de Vaccination
- ▶ AME : Association des Mères d'Elèves
- ▶ ASACO : Association de Santé Communautaire ;
- ▶ CP : comités paritaires ;
- ▶ CAM : Carte d'Assistance Mutuelle ;
- ▶ ECD : Equipe Cadre du District ;
- ▶ SMNI : Santé Maternelle Néonatale et Infantile ;
- ▶ MAM : Malnutrition Modérée ;
- ▶ MAS : Malnutrition Sévère ;
- ▶ PEV : Programme Elargie de Vaccination ;
- ▶ SEC : Soins Essentiels dans la Communauté ;
- ▶ DTC : Directeur Technique de Centre ;
- ▶ PEC : Pris en Charge
- ▶ UMO : Unité de Mise en Œuvre ;
- ▶ SR : Sous Récipiendaire ;
- ▶ DRS : Direction Régionale de la Santé ;

- ▶ SER/HCNLS : Secrétariat Régional du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida
- ▶ CCDV : Centre de Conseil et Dépistage Volontaire ;
- ▶ PR : Principal Réciendaire ;
- ▶ RCCE : Communication sur les risques et engagement communautaire
- ▶ PFCM : Plateforme de Coordination multisectorielle communes et district et la validation du cadre de redevabilité ;
- ▶ DS : District Sanitaire ;
- ▶ CPON : Consultation Post Natale ;
- ▶ PDSEC : Programme de Développement Social Economique et Culturel ;
- ▶ OCB : Organisation Communautaire de Base
- ▶ OSP : Organisation Socioprofessionnelle ;
- ▶ PRRE FA : Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel
- ▶ MPP : Microprojets Productifs.

INTRODUCTION :

Dans le souci de contribuer efficacement au développement socio-économique du Mali, il a été créé le 05 Janvier 1992 « Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel » (AMPRODE/SAHEL) suivant récépissé N°411/MAT/DAT du 08 mai 1992. Elle a signé avec le gouvernement du Mali, l'accord cadre N° 319 du 30 mai 1992, révisé par N°0115/000319 du 07 Janvier 2008. De sa création à nos jours, l'ONG s'est investie au service du développement communautaire à travers le pays.

En 2021, AMPRODE/SAHEL a exécuté plusieurs projets dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti et Gao. Ces différents projets réalisés sont relatifs aux domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté.

Le présent rapport retrace l'ensemble des activités réalisées du 1er Janvier au 31 Décembre 2021.

I. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES / PROJETS

A. DOMAINE DE L'EDUCATION

1. Titre : Projet JIGIYA/FFE IV (Food for Education /childnutrition Project).

1.1. Localisation :

Cinq (05) Cercle de la Région de Mopti (Mopti, Bandiagara, Bankass, Koro, Djenné).

1.2. Budget :

Le Budget du projet pour l'année 2021 est de **83 323 325 F CFA**

1.3. ACTIVITES PREVUES :

Les Activités prévues au cours de 2021 sont les suivantes :

a) ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

a.1. Campagnes d'inscription

- Concevoir des campagnes d'inscription basées sur les stratégies SBC ;
- Faire la situation de référence des inscriptions avec les CGS ;
- Identifier les potentiels enfants scolarisables dans les aires de recrutement des écoles partenaires du projet ;
- Etablir la situation des effectifs d'inscrits dans les écoles partenaires pour l'année en cours ;
- Sensibiliser les CGS pour la construction/réhabilitation d'abris temporaires en cas de manque de salles de classe ;
- Identifier et développer des actions de collaboration / synergie avec d'autres intervenants (projet GLEE) ;
- Former / recycler les CGS sur l'organisation des campagnes d'inscription ;
- Appuyer les CGS dans l'élaboration de plans d'action pour les campagnes d'inscription ;
- Suivre la mise en œuvre des plans d'actions des CGS pour les campagnes d'inscription ;
- Organiser des sessions de sensibilisation des CGS pour dynamiser les commissions de recrutement
- Instaurer un système de suivi sur la fréquentation des élèves avec les CGS/AME/SILC ;

a.2. Soutenir la scolarisation des enfants handicapés et des enfants touchés par le nomadisme des parents

- Identifier les enfants handicapés et nomades ;
- Suivre les CGS dans l'identification des enfants ;
- Suivre les CGS dans l'établissement de la liste des enfants.

a.3. Mise en place d'infrastructures pour les enfants handicapés et les enfants nomades

- Appuyer les CGS dans l'évaluation des besoins en infrastructures.

a.4. Mettre en place un système d'apprentissage pour les enfants nomades

- Évaluer les besoins d'apprentissage des enfants nomades et des enfants ayant des besoins éducatifs spécifiques.

a.5. Collaboration / synergie avec d'autres parties prenantes

- Identifier les parties prenantes dans la zone du projet opérant dans la prise en charge spécifique des enfants (SIGHT SAVERS, ETC).

a.6. Sensibiliser les communautés sur l'utilisation des élèves aux tâches domestiques

- Partager les résultats de l'étude avec les communautés, les maires et les autorités administratives

a.7. Former des groupes d'épargne et de crédit (SILC)

a.7.1. Evaluer la situation réelle des groupes SILC dans les zones du projet

- Réaliser la cartographie des groupes SILC fonctionnels avec les partenaires ;
- Revoir avec les partenaires, la stratégie de revitalisation des groupes non fonctionnels ;
- Accompagner les partenaires dans la dynamisation des groupes non fonctionnels.

a.7.2. Créer de nouveaux groupes SILC

- Suivre et appuyer les PSP dans la collecte de données mensuelle.

a.7.3. Mobiliser des groupes autour des cantines scolaires

- Revitaliser le mécanisme de contribution des groupes aux cantines ;
- Organiser des séances de sensibilisation auprès des membres SILC sur le maintien des enfants à l'école ;
- Sensibiliser les membres du groupe SILC à soutenir les CGS dans la gestion / l'exploitation des jardins scolaires.

a.7.4. Former continuellement les CGS sur l'analyse des barrières

- Faire l'état de lieux des analyses de barrières effectuées y compris les résultats issus des plans d'actions ;
- Former / recycler les membres des CGS sur le guide et les outils ;
- Appuyer les CGS dans l'organisation de dialogues communautaires autour des obstacles à l'éducation ;
- Appuyer les CGS dans la compilation des résultats des dialogues communautaires sur les obstacles à l'éducation ;
- Appuyer les CGS dans l'élaboration de plans d'action pour éliminer les obstacles à l'éducation ;
- Aider les CGS à fournir un retour d'information sur les résultats de l'analyse des barrières et son plan d'action aux communautés et autorités locales ;
- Suivre la mise en œuvre des plans d'action des CGS sur les obstacles à l'éducation.

a.7.5. Former les CGS sur la gouvernance interne

- Identifier le besoin de renforcement des CGS ;
- Accompagner les CGS dans l'élaboration et la mise à jour de leurs plans d'action et projets d'écoles ;
- Accompagner les CGS dans la validation de leurs plans d'actions et projets d'écoles ;
- Accompagner les CGS dans l'évaluation de leurs plans d'action et projets scolaires.

a.7.6. Mettre à jour et informer les communautés sur l'importance du Tableau d'affichage

- Évaluer l'état actuel des tableaux d'affichage dans les écoles cibles ;
- Accompagner les CGS pour confectionner / remplacer les tableaux d'affichage au besoin ;
- Guider et sensibiliser les CGS sur la gestion du tableau d'affichage (coaching de recyclage) ;
- Suivre la mise à jour des tableaux d'affichage dans les écoles ;
- Sensibiliser/Fournir des commentaires aux communautés sur le contenu des tableaux d'affichage.

a.7.7. Sensibiliser les parents à suivre les performances des élèves

- Tester le bulletin révisé ;
- Distribuer les bulletins illustrés aux écoles ;
- Sensibiliser les enseignants et les parents à l'utilisation du bulletin illustré ;
- Suivre l'utilisation des bulletins illustrés.

a.7.8. Reconnaissance des élèves

- Examiner / valider les certificats avec les partenaires ;
- Plaider pour assurer le soutien des maires avec des kits de récompense ;

- Aider les maires à mettre en place un système de récompenses pour les élèves méritants.

b) Cantine :

- Suivre la fonctionnalité de la cantine.

c) Logistique

- Diffuser le protocole d'accord signé avec les 267 écoles fondamentales I et 2 ;
- Sensibiliser les CGS des écoles fondamentales I et II à la nécessité d'acheter des ustensiles supplémentaires pour la cuisine de l'école (prendre en compte les mesures covid-19) ;
- Sensibiliser les CGS des écoles fondamentales I et II et des CDPE pour la réhabilitation des infrastructures de cantine ;
- Sensibiliser les CGS des écoles fondamentales I et II pour la mise en place des supports supplémentaires de gestions (cahier de gestion de contribution communautaire, cahier de gestion de produit de jardin, cahier de gestion de stock, cahier de visite...);
- Sensibiliser les CGS des écoles fondamentales I et II pour la mise en place des supports de gestion de la cantine sauf le bon de sortie à partir de l'an 2 du projet ;
- Suivre l'exploitation et l'utilisation de la production des jardins des anciennes écoles.

d) Mobiliser les communautés pour leur contribution

- Appuyer les CGS des écoles fondamentales I et II à améliorer les outils de gestions et les stratégies de mobilisation des contributions communautaires.

d.1. Former les CGS sur la gestion des produits de base

- Organiser une formation de recyclage pour les membres des CGS sur la gestion des vivres et des cantines/ les techniques de base de contrôle qualité.

d.2. Former les cuisinières sur la préparation des mets

- Tenir une rencontre de réflexion entre les partenaires et les communautés (cuisinières et les CGS) sur les mets possibles à base de mil, riz et niébé dans les cantines scolaires.

e) Wash/santé

e.1. Distribution de médicaments, vermifuge et vitamine A

- Sensibiliser les CGS et les communautés (respect du protocole d'accord) pour l'achat des vermifuges et de la vitamine A ;
- Identifier avec les CGS les structures appropriées qui peuvent fournir les médicaments nécessaires (vermifuge, vitamine A) ;
- Plaider auprès des maires et des CSCOM pour soutenir les CGS dans la gestion du traitement médicamenteux ;
- Organiser une campagne de sensibilisation pour que les communautés entreprennent au moins 50% de l'achat de médicaments ;
- Faire la cartographie des écoles sans point d'eau.

f) MEAL

- Enregistrer physiquement les élèves.

g) Partenariat et pérennisation

- Identifier les intervenants dans le domaine des infrastructures (PTF, CT, Diaspora, ...);
- Identifier et développer des actions de collaboration / synergie avec d'autres intervenants (projet GLEE) ;

- Se connecter avec des projets qui offrent des technologies qui font gagner du temps aux membres de la communauté ;
- Identifier les projets dans la zone cible ;
- Organiser des cadres d'échanges avec ces projets.

1.4. RESULTATS ATTEINTS :

Les résultats atteints au cours de l'année 2021 sont les suivants :

a. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

a.1. Campagnes d'inscription

- Réalisation de la situation de référence des inscriptions avec les CGS ;
- Identification des potentiels enfants scolarisables dans les aires de recrutement des écoles partenaires du projet.

La situation des inscrits et du potentiel d'enfants scolarisables a été établie et se présente comme suit : 2447/3619, dans la zone repartis en inscrit et en potentiel non inscrit :

- 2447 inscrits dont 1311 filles et 1136 Garçons ;
- 1172 enfants dont 516 filles et 656 Garçons en âge de scolarisation non-inscrits.

- Organisation des sessions de sensibilisation des CGS pour dynamiser les commissions de recrutement. 54 sessions de sensibilisation ont été réalisées. Ces sessions ont touché 214 personnes dont 42 femmes ;

b. Formation de l'équipe terrain sur les modules des différents secteurs leads (composantes)

b.1. Formation sur la cohésion sociale :

Elle a concerné une phase TOT (formation des formateurs) avec la participation de deux superviseurs et du chargé de suivi évaluation à la maison des retraités à Bamako ;



b.2. Formation sur la stratégie et la promotion du WASH en milieu scolaire et communautaire :

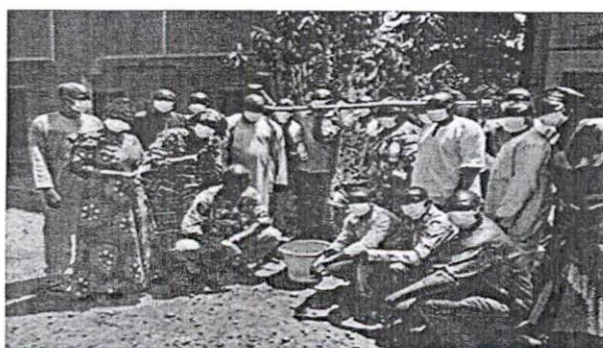
Elle a concerné une phase TOT avec la participation du chef de projet, de deux superviseurs et du chargé de suivi évaluation à Bamako

b.3. Formation des ADC, superviseurs, Suivi-évaluation sur le mécanisme de collecte des données (ICT 4 D) :

Cette formation a concerné les deux superviseurs, le chargé de suivi évaluation et les six ADC. Après la formation les six ADC et le chef de projet ont été dotés de tablette avec leurs accessoires.

b.4. Formation TOT des superviseurs et points focaux CNCS sur la gestion des vivres locaux et de la cantine :

Cette formation a concerné les deux superviseurs qui ont répliqué la formation sur la gestion des vivres locaux aux ADC.



b.5. Formation TOT des ADC, points focaux et les services techniques de la santé sur la stratégie et la promotion du WASH en milieu scolaire et communautaire :

Les six ADC, les points focaux CNCS des CAP de Djenné, Sofara et Mopti ; les chargés hygiène assainissement CSRF de Djenné et de Mopti ont participé à cette session animée par le Superviseur Wash appuyé par le PM Wash CRS à Sévaré.

c. Renforcement de capacité des communautés bénéficiaires

c.1. Formation des membres des CGS sur la gestion des vivres locaux et de la cantine :

290 participants dont 24 femmes ont participé. 58/58 écoles ont participé à la formation, les 3 écoles (Toroly, Perta et Tongorongon) malgré leur fermeture ont été invitées à cette formation ;

d. Information/communication

d.1. Information et sensibilisation des écoles et de leurs communautés sur les objectifs, la stratégie et les activités du projet MGD4 :

56/58 écoles ont bénéficié d'explication sur les objectifs, la stratégie et les activités du projet MGD4, elles ont été sensibilisées sur l'importance de leur mobilisation et implication autour de l'école, la réhabilitation et/ou construction de magasins et cuisines, la prise en compte du Wash dans les plans d'action, la mise en place ou la redynamisation des clubs Wash conformément aux documents que le projet a mis à la disposition des communautés.

d.2. La signature du protocole avec les communautés (CGS) :

06 CGS ont été sensibilisés pour la construction/réhabilitation d'abris temporaires touchant 32 personnes dont 04 femmes. Résultat 08 constructions d'abris temporaires dans 6 écoles (Madiama A, Ené, Téré, Samani, Tawanagou et Tina). En plus de ces résultats les écoles de Mougna et Gagna ont été clôturées par leurs mairies respectives.

e. Cantine

e.1. Dotation des écoles fondamentales I et II en documents de gestion de cantine : le registre d'appel journalier et bon de sortie :

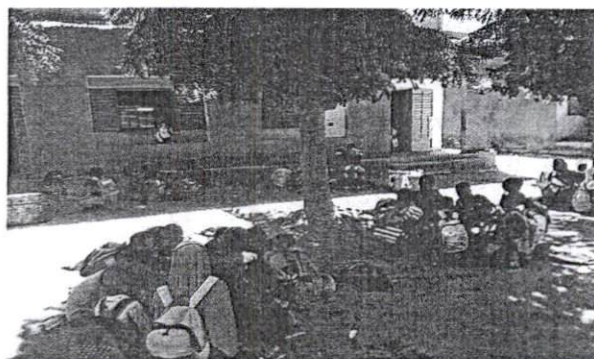
54 écoles ont bénéficié de registre d'appel journalier et de carnet de bon de sortie.

e.2. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II pour la mise en place des supports supplémentaires de gestions (cahier de gestion de contribution) :

54 écoles ont mis en place des supports supplémentaires de gestions (cahier de gestion de contribution) ;

e.3. Suivi de la fonctionnalité des cantines :

38/58 ont été dotées en vivre soit une moyenne de 81,3% de jour de fonctionnement de la cantine. 192 865 plats ont été distribués dont 97 264 aux filles et 95 601 aux garçons dans 37/38 cantines fonctionnelles. 3 174 plats ont été distribués à 181 cuisinières.



e.4. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II pour la mise en place des supports de gestion de la cantine sauf le bon de sortie à partir de l'an 2 du projet :

54 CGS ont été sensibilisés pour la mise en place de support de gestion de la cantine à partir de la 2ème année. Les 54 séances ont touché 308 membres dont 36 femmes.

f. Logistique

f.1. Sensibilisation des membres du groupe SILC à soutenir les CGS dans la gestion / l'exploitation des jardins scolaires :

Les groupes SILC ont été sensibilisés pour soutenir les CGS. Comme résultat 10/10 jardins sont exploités par les membres SILC et CGS durant la période.

f.2. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II à la nécessité d'acheter des ustensiles supplémentaires pour la cuisine de l'école (prendre en compte les mesures covid-19) :

54 séances ont été animées dans 54 écoles touchant 308 membres dont 36 femmes. Comme résultat : Promani a acheté 18 tasses, Tiendougoucourani 18 tasses et Torokoro 6 seaux.

f.3. Sensibilisation des CGS des écoles fondamentales I et II et des CDPE pour la réhabilitation des infrastructures de cantine :

13 séances de sensibilisation ont été animées Touchant 115 personnes dont 26 femmes au niveau de 13 CGS. Comme résultat on a :

- La Construction de 4 Cuisines et de 4 magasins construits à Temegolo, Pomorododjou begnè, Tèrè et Bègnena
- La réhabilitation du magasin de Samani et de la cuisine de Promani ;
- La réhabilitation de 02 adductions d'eau à Tawanagou et Torokoro

f.4. Suivi de l'exploitation et de l'utilisation de la production des jardins des anciennes écoles :

Sur les 31 jardins 12 ont fonctionné durant la période

g. Mobilisation des contributions communautaires

g.1. Appui des CGS des écoles fondamentales I et II à améliorer les outils de gestions et les stratégies de mobilisation des contributions communautaires :

53 CGS ont été appuyés pour élaborer leur plan de contribution communautaire avec la stratégie de mobilisation. 53 plans sont disponibles.



h. Création de nouveaux groupes SILC

h.1. Suivi et appui des PSP dans la collecte de données mensuelle :

12/14 PSP ont été appuyés dans la collecte des données au cours de la période (112/119 fiches disponibles saisies dans SAVIX). 4 nouveaux groupes ont été mis en place par 03 PSP (02 à Yébé, 1 à Goundaka et 1 à Bounguel).

h.2. Organisation des séances de sensibilisation auprès des membres SILC sur le maintien des enfants à l'école :

25 séances organisées touchant 221 membres dont 08 hommes.

i. WASH/SANTE

i.1. Distribution : médicaments vermifuges et vitamine A

i.1.1. Sensibilisation des CGS et des communautés (respect du protocole d'accord) pour l'achat des vermifuges et de la vitamine A :

53 CGS ont été sensibilisés pour l'achat des vermifuges et de la vitamine A.

i.1.2. Achat de vitamine A et de vermifuges pour toutes les écoles avec le soutien des centres de santé, des mairies :

L'école d'Oro a payé 200 capsules de Vitamine A et 200 comprimés d'albendazole.

i.1.3. Organisation d'une campagne de sensibilisation pour que les communautés entreprennent au moins 50% de l'achat de médicaments :

53 séances ont été animées touchant 379 personnes dont 76 femmes dans 53 écoles.

j. MEAL

j.1. Réunion mensuelle MEAL en visioconférence :

Deux (02) rencontres virtuelles MEAL sur trois (03) ont été tenues.

j.2. Enregistrement physique des élèves :

L'enregistrement est en cours dans 53 écoles.

j.3. Réunion mensuelle de coordination en visioconférence :

Deux (02) rencontres virtuelles de coordination ont été tenues.

k. Ecart :

Les écarts constatés au cours de cette période ont porté sur :

- 01 Atelier smiler + ;
- La situation de référence des inscriptions avec les CGS/identifier les potentiels enfants scolarisables dans les aires de recrutement non réalisées dans 04 écoles ;
- Les sessions de sensibilisation des CGS pour dynamiser les commissions de recrutement non réalisé dans 04 écoles ;
- Les séances d'information et sensibilisation des écoles et de leurs communautés sur les objectifs, la stratégie et les activités du projet MGD4 non réalisé dans 02 écoles ;
- 01 école n'a pas signé le protocole suite à l'inaccessibilité due à l'insécurité.
- 04 écoles fondamentales I et II non doté en documents de gestion de cantine : le registre d'appel journalier et bon de sortie ;
- Les CGS de 04 écoles fondamentales I et II non sensibilisées pour la mise en place des supports supplémentaires de gestions (cahier de gestion de contribution) ;
- 20 écoles non Suivies pour la fonctionnalité des cantines ;
- 04 CGS non sensibilisés pour la mise en place de support de gestion de la cantine sauf bon de sortie à partir de la 2ème année ;
- 04 CGS des écoles fondamentales I et II non sensibilisé sur la nécessité d'acheter des ustensiles supplémentaires pour la cuisine de l'école (prendre en compte les mesures covid-19) ;
- Le Suivi de l'exploitation et de l'utilisation de la production des jardins de 19 anciennes écoles non réalisé ;
- 02 PSP non Suivis et appuyés dans la collecte de données mensuelles ;
- 94 séances de sensibilisation non organisée auprès des membres SILC sur le maintien des enfants à l'école ;
- 05 CGS non sensibilisés pour l'achat des vermifuges et de la vitamine A ;
- 05 écoles non pas bénéficiés de l'activité d'Identification avec les CGS les structures appropriées qui peuvent fournir les médicaments nécessaires (vermifuge, vitamine A) ;
- 52 écoles n'ont pas acheté la vitamine A et les vermifuges pour toutes les écoles avec le soutien des centres de santé, des mairies ;
- 01 Réunion mensuelle MEAL en visioconférence non réalisé ;
- L'enregistrement non réalisé dans 05 écoles.

l. Partenaires et leurs apports par projet

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ce projet :

- CRS Mali pour l'appui technique et financier ;
- CAP, AE, CSCOM, CSRef pour l'appui et conseil technique ;
- Communautés bénéficiaires pour l'investissement humain ;

m. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du projet sont les communautés (Femmes, hommes, enfants) des 53 écoles des cinq cercles encadrés. (Mopti, Djenné, Bandiagara, Bankass et Koro).

n. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- L'insécurité ;
- Les grèves des enseignants ;
- La Covid-19 ;
- La vétusté des moyens de déplacement (motos et véhicule) ;
- Les couts élevés dans la réparation des motos et véhicule suite au retard dans la livraison de nouveaux moyens de déplacement par CRS.

2. Titre : Programme d'Accès à l'Éducation pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM)

2.1. Localisation : AE de Gao et Ménaka

Les activités du PACETEM sont mises en œuvre dans les Académies de Gao et Ménaka couvrant six CAP : Gao, Ansongo, Bourem, Wabaria (AE de Gao) et Ménaka, Andéramboukane (AE de de Ménaka) et 15 Communes (Ansongo, Andéramboukane, Bara, Bourem, Bourra, Gao, Gabéro, Gounzoureye, Ménaka, Taboye, Téméra, Téssit, Tilemsi, Tin Hama et Soni Ali BER)

2.2. Budget :

Le Budget du projet pour l'année 2021 est de 5 896 869 F CFA

2.3. ACTIVITES PREVUES :

Les Activités prévues par PACETEM Gao au cours de 2021 sont les suivants :

- Assurer le suivi des 12396 enfants dont 80 en situation de handicap léger à travers les alternatives éducatives mises en place. Ce nombre est réparti entre deux années scolaires ;
- Organiser le transfert des apprenants des 60 centres SSA/P de la campagne 2019-2020 dans les écoles formelles publiques ;
- S'assurer du maintien des enfants inscrits de l'An 1 et l'An 2 ;
- Doter les enfants inscrits courant 2019-2020 par les relais communautaires (RMI) en matériels scolaires ;
- Former les enseignants en inclusion (prise en charge et encadrement des enfants en situation de handicap) ;
- Doter les enfants handicapés en matériels spéciaux liés à leur handicap ;
- Doter les écoles abritant des enfants handicapés en tableaux adaptés, latrines et rampes
- Organiser des ateliers bilan-programmation avec les partenaires ;
- Identifier et inscrire des enfants dans les alternatives éducatives créées courant l'année scolaire 2020-2021.

2.4. RESULTATS ATTEINTS :

Il convient de noter que la période de Janvier à Décembre 2021 a été consacrée essentiellement aux activités suivantes :

Les résultats atteints au cours de la période de Janvier à Décembre 2021 sont les suivants :

2.4.1. Diagnostic pour l'identification des enfants hors école pour l'année scolaire 2021-2022

- 299 villages/écoles potentiels identifiés avec 3775 enfants hors école pouvant être inscrits dans les alternatives éducatives prévues ;
- 10 relais communautaires potentiels en lien avec la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école qui sont restés dans les familles après l'ouverture des classes et l'inscription au sein des écoles de l'An 1 du projet ;
- Les écoles coraniques rénovées : 4 sur 10 écoles ont procédé à l'inscription de nouvelles cohortes avec 115 sur 350 enfants inscrits ;
- Les écoles à classe unique et Nouvelles écoles classiques : 2 écoles au lieu d'une école ont procédé à l'inscription de nouvelles cohortes 105 enfants ;
- Ecole mobile : une nouvelle cohorte est créée avec 30 enfants ;
- Les RMI : les activités des relais ont permis d'inscrire 308 enfants au niveau de 10 écoles classiques ;

2.4.2. Le suivi des alternatives éducatives mises en place :

Le suivi touche les inscrits (250 enfant dont 99 filles) de 2020-2021 et porte sur toutes les alternatives.

2.4.2.1. Suivi des écoles coraniques rénovées (COR) :

- 32 suivis effectués par les 2 ADC pendant les 8 mois que ces écoles ont fonctionné ;
- 08 Suivis réalisés par le chargé de suivi et évaluation ;

- 02 missions effectuées par le superviseur.

2.4.2.2. Suivi des enfants inscrits par les relais communautaires :

Le suivi portait sur :

- La vérification de l'inscription effective des 308 enfants dans les registres des écoles ciblées par le projet ;
- La vérification des présences des enfants à l'école et la fréquence des cours vue les menaces sécuritaires.

Tableau des inscrits par CAP : RMI 2020-2021 : Les inscriptions ont été faites dans les écoles prévues et ont porté sur 308 enfants identifiés par les relais communautaires.

CAP	Nombre de relais touchés	Nombre total d'enfants inscrits
Ansongo	2	58
Bourem	0	0
Gao	3	104
Wabaria	3	83
Ménaka	2	65
Andéramboukane	0	0
Total	10	308

2.4.2.3. Le suivi des écoles créées par PACETEM :

a) Les écoles ouvertes

Les écoles ouvertes sont au nombre de 07 Nouvelles Ecoles Classiques qui ont fonctionné sur les 8 créées parce que l'école de Ankoum dans le CAP d'Ansongo est fermée pour des raisons de sécurité.

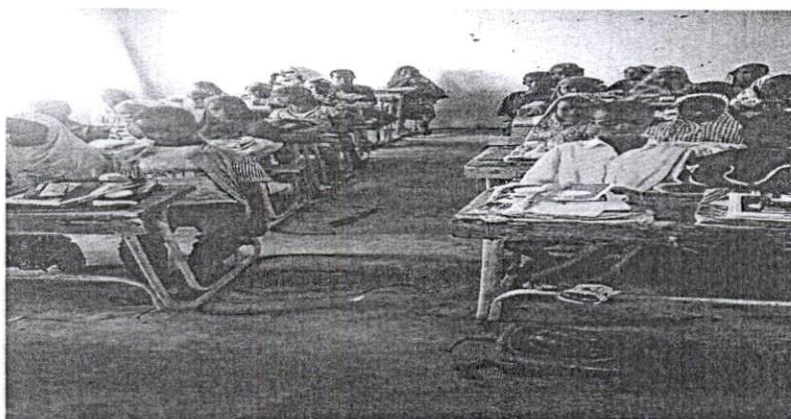


Photo : Ecole coranique rénovée de Seyna-Sonrai

Tableau des inscriptions :

Deux écoles dont 01 à Menaka et 01 à Gao ont procédé à des inscriptions au cours de l'année scolaire 2020-2021

CAP	Nombre écoles	Effectif prévu	Effectif inscrit
Ménaka	1	30	65
Gao	1	0	40
TOTAL	2	30	105

b) Ecoles Mobiles :

L'école mobile d'Inérane créée en 2018-2019 dans le CAP de Ménaka a procédé au recrutement de sa seconde cohorte de 40 enfants. Les deux (02) écoles mobiles situées dans les communes d'Ouatagouna (Tinazer) et de Tin Hama (Tagangarabot) dans le CAP d'Ansongo ont vu leurs portes respectives fermées suite aux menaces sécuritaires avec un effectif de 60 élèves à raison de 30 par classe.

2.4.2.4. Suivi de la réinscription des apprenants SSA/P :

- Les apprenants de 56 sur 60 centres ont pu être évalués. A cet effet, 1923 enfants sur les 2065 inscrits. L'écart s'explique par les quatre (04) centres qui sont fermés avec 138 apprenants comme effectif ;
- 1919 apprenants ont été transférés et réinscrits dans les écoles publiques classiques avec l'appui des directeurs d'écoles sous la supervision des conseillers pédagogiques des CAP d'intervention.

2.4.2.5. Maintien :

Le maintien porte sur les enfants inscrits de l'An 1 et l'an 2 du projet. Les données collectées et saisies donnent le résultat suivant :

- RMI : 1999 et 4482 enfants de l'an 1 et l'an 2 du projet, réinscrits dans les écoles publiques des CAP d'intervention.
- SSA/P : 1404 et 1999 enfants transférés sont réinscrits dans leur école respective pour poursuivre les études pour l'année scolaire 2020 2021 ;
- 6853 élèves pour les RMI sur 3402 pour les SSA ont été réinscrits courant 2021-2022 dans les écoles formelles (suivi de proximité par les superviseurs SSA/P et ADC) ;
- Cours de rattrapages : 101 élèves réinscrits en 2018-2019 et suivis en janvier et Juin 2021 par les agents ONG continuent de prendre les cours au niveau de leurs écoles respectives ;
- ECU et Ecole mobile de Ménaka : Elles ont un effectif de 67 élèves dont 34 pour l'ECU transformée en NEC et 33 pour l'école mobile. Elles ont repris les cours suite au recrutement des enseignants volontaires affectés par le projet suite au refus des fonctionnaires affectés de rejoindre leur poste à cause de l'insécurité ;
- Les deux écoles mobiles du CAP d'Ansongo avec un effectif de 60 élèves ont été fermées suite aux menaces sécuritaires depuis le premier trimestre 2021 ;
- Les écoles coraniques : les activités de suivi du maintien à l'école des élèves coraniques ont touché 27 écoles. 372 enfants étaient enregistrés dans les 10 COR qui ont fonctionné tandis que sur les 17 écoles de l'An 2 ouvertes au début de l'année scolaire, 16 ont fonctionné avec un effectif total de 631 élèves.

2.5. Ecarts :

Les écarts ont porté sur les activités prévues non réalisées faute de fonds et qui sont entre autres :

- Formation des enseignants en inclusion (prise en charge et encadrement des enfants en situation de handicap)
- Dotation des enfants handicapés en matériels spéciaux liés à leur handicap
- Dotation des écoles abritant des enfants handicapés en tableaux adaptés, latrines et rampes
- Organisation des ateliers bilan-programmation avec les partenaires
- Le paiement des frais scolaires et
- Dotation des enfants en acte de naissance

2.6. Partenaires et leurs apports

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ce projet :

- EDC pour l'appui technique et financier ;
- Académies d'Enseignement, Centres d'Animation Pédagogique, pour l'appui et conseil technique ;
- Communes et Communautés bénéficiaires pour l'investissement humain ;

2.7. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires directes sont les enfants déscolarisés et non scolarisés et les enfants en âge d'aller à l'école (6 -7 ans), qui grâce à PACETEM auront la chance d'aller ou de retourner à l'école.

Les bénéficiaires indirects sont les enseignants, les communautés et les collectivités territoriales qui auront leurs enfants inscrits et encadrés, des équipements et matériels pour les écoles recevant les enfants.

2.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retard dans les achats ;
- Fonds non disponibles ;
- Réticence de certains parents pour le Transfert des apprenants des centres SSA/P au niveau des écoles d'accueil dans les CAP de Bourem ;
- Insuffisance d'enseignants en d'autres lieux ;
- Développement de l'insécurité dans certaines zones ;
- Insécurité ayant entraîné la fermeture de certaines écoles ;
- Influence ou intimidation par les mouvements armés ;

3. Titre : Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM)

3.1. Localisation : AE de Douentza et Bandiagara

Le projet est localisé et dans l'Académie d'Enseignement Douentza. Il couvre quatre (4) CAP d'intervention, à savoir ceux de Douentza, Bankass, Sokoura, Madougou. Dix-huit (18) communes.

3.2. Budget :

Le montant du budget pour l'année 2021 est de 2 820 688 F CFA.

3.3. ACTIVITES PREVUES :

- Intégrer dans le système d'éducation formelle, année par année, les cibles prévisionnelles pour an 3 et an 4 (2020-2021 et 2021-2022) sont estimées respectivement à 9060 et 7963 soit 17023 enfants ;
- Sensibiliser les chefs religieux (maîtres coraniques et Imam) et concertation avec les autorités locales (représentants des collectivités locales) ;
- Distribuer les mesures incitatives ;
- Réaliser des missions d'appui aux ONG sur les modalités d'organisation des écoles coraniques rénovées ;
- Payer les indemnités des volontaires coraniques ;
- Appuyer l'installation des enseignants non volontaires (matelas, panneau solaire, réservoir d'eau, bouteille de gaz, ...) en milieu rural ;
- Signer les contrats entre ONG et volontaires coraniques ;
- Collecter les décrets d'affectation et des décisions de mutation des enseignants ;
- Construire et équiper de nouvelles écoles ;
- Doter les nouvelles écoles en matériel didactique ;
- Identifier des enfants hors école ;
- Distribuer les mesures incitatives : acte de naissance, kit scolaire, uniforme, paiement des frais d'inscription, récompenses aux résultats scolaires ;
- Former les relais communautaires aux discours/arguments pour convaincre de l'importance de l'école pour les enfants et plus particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap ;
- Suivre la fréquentation des élèves par les relais communautaires ;
- Mettre en place des cours de remédiation/rattrapage intensif ;
- Indemniser les animateurs SSA ;
- Equiper en mobilier les SSA/P : table banc pour les élèves, table et chaise pour le maître et tableau ;
- Doter en matériel didactique : cahier, Bic, ardoise, boîte géométrie, curriculum des passerelles, manuel scolaire, guide de l'animateur ;

- Installer des aménagements pour l'accès aux handicapés : rampes d'accès, toilettes handicapées, abaissement des tableaux pour faciliter l'utilisation des enfants handicapés ;
- Doter les écoles en malles didactiques inclusives : composés de supports didactiques accessibles aux élèves quelques soient leur handicap tel que des cartes en relief, des supports avec des écritures suffisamment grandes donc visible par tous ;
- Doter de supports techniques pour les enfants en situation de handicap physique : fauteuil roulant, béquille, lunettes, loupes,
- Former les enseignants en inclusion ;
- Organiser des ateliers de Planification AE/CAP ;
- Organiser des Réunions de coordination Equipe terrain ;
- Organiser des Missions de suivi/supervision technique ;
- Organiser des Missions de suivi-évaluation.

3.4. RESULTATS ATTEINTS en 2021 :

La programmation 2020-21 n'a pu être mise en œuvre, faute de financement.

Au titre de la programmation 2021 :

- 37 maîtres volontaires coraniques ont bénéficié d'indemnités d'encadrement de 1 136 enfants.
- 9 Enseignants volontaires NEC et 5 enseignants étatiques ont encadré 641 enfants.
- 6 Enseignants volontaires NEC à la charge de PACETEM ont bénéficié d'indemnité d'encadrement des enfants inscrits ;
- 170 relais communautaires ont assuré le suivi de la fréquentation des 9366 enfants inscrits ;
- 33 cours de remédiation /rattrapage mis en place ;
- 40 centres SSA/PARIS évalués annuellement ;

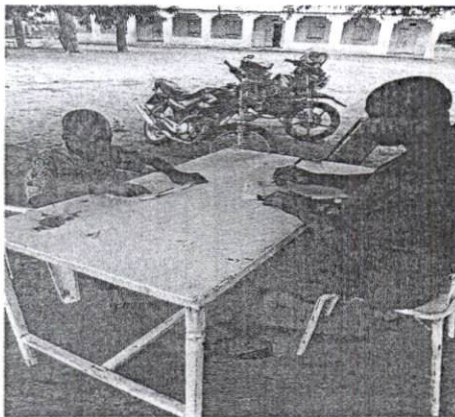


Photo 1 : Evaluation d'un apprenant à Djinadio dans le CAP De Bankass (Photo prise par Sanoussi Dagnon superviseur)

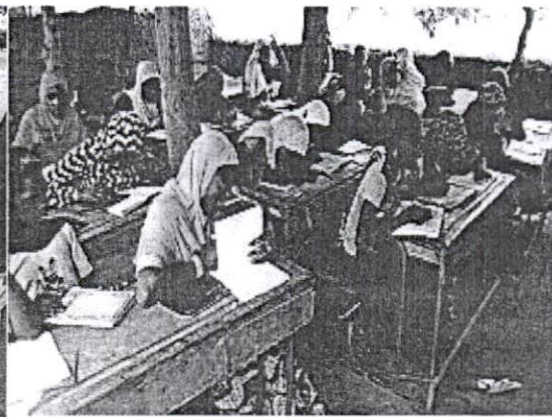


Photo 2 : Evaluation d'un apprenant dans à Gouinsin CAP de Sokoura (Photo prise par Sanoussi Dagnon superviseur)

- 20 écoles ont reçu des rampes d'accès handicapés ;
- 01 Réunions de coordination Equipe terrain organisé ;
- 03 Missions de suivi/supervision technique réalisées ;
- 03 Mission de suivi-évaluation réalisées.

3.5. Ecarts :

Les écarts ont porté sur :

- 03 Missions d'appui aux ONG non réalisées sur les modalités d'organisation des écoles coraniques ;
- 14 écoles sur 14 prévues n'ont pas reçu des rampes d'accès handicapés ;
- 14 écoles sur 14 prévues n'ont pas reçu des malles didactiques inclusives ;
- 10 enfants handicapés sur 10 prévus n'ont pas reçu des supports techniques ;
- 14 enseignants non formés en inclusion sur 14 prévus ;
- 14 enseignants non formés à la gestion d'une classe inclusive sur 14 prévus ;

- 03 Réunions de coordination Equipe terrain non réalisé sur 04 prévues ;
- 09 Missions de supervision en suivi évaluation non réalisées sur 12 prévues ;
- 09 Missions de suivi-évaluation non réalisées sur 12 prévues

Ces écarts sont dus au retard dans la mise à disposition des fonds par le partenaire financier.

3.6. Partenaires et leurs apports :

Les principaux partenaires de mise en œuvre du projet PACETEM-Douentza sont :

EDC : Appui technique et financier ;

Académie d'Enseignement (AE) et Centres d'Animation Pédagogique (CAP)

Apports :

- Appui technique et méthodologique de mise en œuvre,
- Mise à disposition d'enseignants,
- Suivi supervision des activités,
- Appuis au renforcement de capacités des acteurs (relais, animateurs SSA, enseignants, volontaires des écoles coraniques rénovées, agents ONG, AE, CAP) du projet),
- Capitalisation des résultats,

Collectivités (communes) et communautés

Apports :

- Appui à la mobilisation sociale,
- Mise à disposition des cibles,
- Contributions en nature dans la réalisation des structures (écoles-abris) sur fonds propre.

Administration générale

Apports :

Accompagnement institutionnel.

3.7. Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs du projet sont les enfants (filles et garçons) déscolarisés/non scolarisés de 8 à 12 ans (filles et garçons) et ceux en âge scolaire (6 à 7ans) en difficulté d'y aller pour diverses raisons (ECU, relais/mesures incitatives).

Les bénéficiaires indirects sont :

Les communautés et les parents :

- Octroi de droit à l'éducation aux enfants,
- Allègement des charges scolaires.

Les enseignants :

- Renforcement de capacités,
- Amélioration des pratiques de classe par la formation aux alternatives éducatives.

Les communes :

Développement de la carte scolaire locale,

Amélioration des indicateurs scolaires (qualité/quantité) est un indice de développement.

3.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Manque de fonds pour la réalisation des activités ;
- Insécurité rendant difficile l'accès de certaines zones pour raison d'insécurité ;
- L'arrêt des cours lié aux grèves intempestibles des enseignants étatiques ;
- Non tenue des cahiers de préparation chez certains animateurs ;
- Non disponibilité des fiches d'évaluation.

B. DOMAINE DE LA SANTE

1. Titre : « *Projet* : Extension et promotion de l'utilisation des services de dépistage et de prise en charge du VIH et de la Tuberculose au Mali

1.1. Localisation : Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti.

1.2. Budget : Le montant du budget pour l'année 2021 est de 162 315 918 F CFA.

1.3. ACTIVITES PREVUES :

1.3.1. Mettre en place une structure de gestion fonctionnelle :

- Mettre en place une coordination nationale de 5 personnes, fonctionnelle;
- Former et déployer un staff de terrain composé de 20 COACHS CSCOM et 06 MCR dans les zones d'intervention du projet.

1.3.2. Mettre en œuvre des activités programmatiques et financières conformément au plan opérationnel de la subvention :

- Réaliser des activités de l'équipe opérationnelle de l'amélioration des soins des coachs du niveau district sanitaire vers les CSCOM (PF, dépistage, CPN, CPON, Cancer du col de l'utérus, PEV, nutrition, PTME, éviter la stigmatisation et discrimination à raison de 3 sorties an 1, 4 sorties an 2 et an 3 5 jours : *Coaching exceptionnel du niveau DRS* ;

- Réaliser des activités de l'équipe opérationnelle de l'amélioration des soins des COACHS des 21 CSREF vers le CSCOM et aires de santé dépistage PEC et PTME à raison d'une sortie trimestrielle de 4 jours dans 4 CSCOM ;

- Assurer la dotation mensuelle en carburant et l'entretien des motos des 20 COACH CSCOM (pour la réalisation des activités régulières de coaching).

1.4. RESULTATS ATTEINTS en 2021 :

1.4.1. En termes de ressources humaines (RH) :

Périodes / Personnel du projet	Janvier à Décembre 2021	
	Prévu	Réalisé/Recruté
Personnel de l'UMO	5	5
MCR	6	6
Coachs CSCom	20	20

- Une coordination nationale de 5 personnes (01 Chef de mission, 01 Chef de projet, 01 Coordinateur suivi/évaluation, 01 Comptable, et 01 Chauffeur) a été mise en place ;
- Six (6) Médecins Conseillers régionaux ont été recrutés et déployés auprès des DRS des régions d'intervention de AMPRODE/SAHEL ;
- Vingt (20) Coachs CSCom ont été recrutés sur la base d'un coach pour 10 CSCom et déployés sur l'ensemble des sites d'intervention.

1.4.2. En termes de réalisation des activités :

- Elaboration des TDR du recrutement des agents du projet et publier les avis de recrutement sur les sites d'annonce (internet) et dans les journaux officiels ;
- Dépouillement, entretien et recrutement des agents en signant avec eux des contrats de travail ;
- Organisation d'une session de formation des Médecins Conseillers Régionaux et des Coachs CSCom sur le coaching, la Stratégies de mise en œuvre du NFM3, les outils de collecte des données et le cadre de performance du PR et des SR ;



Séance de coaching sur le remplissage correct des supports primaires de la PTME à Kati

- Réalisation des activités de l'équipe opérationnelle de l'amélioration des soins des coachs du niveau district sanitaire vers les CSCom (PF, dépistage, CPN, CPON, Kcer de col, PEV, nutrition, PTME, éviter la stigmatisation et discrimination à raison de 02 sorties AN1 ;
- Réalisation des activités de l'équipe opérationnelle de l'amélioration des soins des coachs des CSRef vers le CSCom et aires de santé dépistage PEC et PTME à raison d'une sortie trimestrielle de 4 jours dans 4 CSCom ;
- Dotation mensuelle en carburant et l'entretien des motos des 20 COACHS CSCOM (pour la réalisation des activités régulières de coaching) ;
- Location des motos durant 20 jours au mois de Juillet en attendant l'acquisition des motos de la subvention NFM3 ;
- Organisation d'une mission conjointe (SR et PR) de supervision du démarrage des activités de coaching des COACHS CSCOM pour une durée de 20 jours par axe.



Mission de supervision du démarrage des activités de coaching à Kangaba

1.4.3. Autres activités réalisées en 2021 :

- Participation à des réunions de finalisation du PO et du PTA puis à l'atelier de validation du PO en Janvier 2021 ;
- Participation aux séances de travail pour l'élaboration des cadres de performance des SR, Cibles PO_VIH/TB_PR-SR en Avril 2021 ;
- Participation à la séance de travail sur la révision du manuel de procédures en Mai 2021, regroupant les représentants du PR, des SR et de l'UGP ;
- Participation à la réunion sur la cartographie des interventions VIH en juin 2021 ;
- Participation à la réunion du comité de pilotage du PSE/PSNI 2021-2025 CSLS-TBH en Juin 2021 ;
- Participation aux ateliers d'introduction des SR, en Juin-Juillet 2021, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, et Mopti dans le cadre du démarrage de la mise en œuvre des interventions du NFM3 ;

- Elaboration du Plan de travail trimestriel et son partage avec le PR pour approbation ;
- Participation aux réunions mensuelles PR-SR ;
- Collaboration avec SOLTHIS dans l'organisation des sessions de formation sur le Coaching dans le district de Bamako et dans la région de Koulikoro ;
- Appui à la planification des activités de la subvention dans les régions d'intervention à travers les MCR ;
- Appui dans le suivi et la réalisation des activités de coaching des DRS vers les DS/CSCOM ;
- Collaboration avec la CSLS-TBH et SOLTHIS dans l'organisation des sessions de formation sur la Délégation des tâches et le Coaching dans la région de Koulikoro, Kayes et dans le district de Bamako.

1.5. Ecart :

Durant la première année du projet (en 2021) les activités n'ont pas pu être réalisées à 100%. Sur les 11 activités réalisées en 2021, seules six (6) avaient été prises en compte dans le budget, tandis que d'autres activités essentielles avaient été omises lors de l'élaboration/consolidation du budget final.

1.6. Partenaires et leurs apports :

- Fonds Mondial/VIH : apport financier
- CSLS-TBH : apport financier et appui conseil ;
- Services socio- sanitaires : appui/conseil ;
- Communauté : mobilisation sociale.

1.7. Bénéficiaires :

La population générale.

1.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retard accusé dans la réception des avances de Fonds ;
- Retard dans le paiement des salaires durant le T2 et T4 2021 consécutif à l'absence de fonds ;
- Retard accusé dans l'acquisition des outils informatiques pour le personnel du projet ;
- Retard accusé dans le démarrage des activités terrain ;
- Non prise en compte de certaines activités importante (supervision et formation) dans le budget ;
- Non prise en compte des frais de communication, de l'UMO et des agents de terrain, dans le budget ;
- La démission de quatre (4) agents du projet (2 Coachs et 2 MCR) avant leur déploiement sur le terrain ;
- Réception tardive de matériels roulants pour les COACHS CSCOM ;
- Non effectivité de la DT dans la plupart des CSCOM d'intervention du projet ;
- Absence des supports primaires (registres et dossiers patients) ;
- Rupture du 1er test de dépistage du VIH (Alere HIV) dans certains CSCOM dans les régions de Kayes, Koulikoro et Mopti entre Octobre et Novembre ;
- Rupture de réactifs pour les appareils m-PIMA ;
- Non paramétrage de certains sites délégués dans le DHIS2 comme site de PEC ;
- Absence des médicaments pour la thérapie préventive de la TB dans certains CSCOM ;
- Non prise en compte de certains indicateurs par le DHIS2 ;
- Absence de compte DHIS2 pour les Coachs afin de suivre la promptitude et la complétude des données des CSCOM ;
- Absence des CPS du PR communautaire au niveau des aires de santé qui sont situées hors du chef-lieu du district sanitaire.

2. Titre : Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté.

2.1. Localisation : Région de Sikasso

Le projet est mis en œuvre dans les districts sanitaires de Sikasso, Kignan et Yorosso, Région de Sikasso

2.2. Budget :

Le montant du budget pour l'année 2021(15 Septembre au 31 décembre 2021) est de **94 139 616 F CFA**

2.3. ACTIVITES PREVUES :

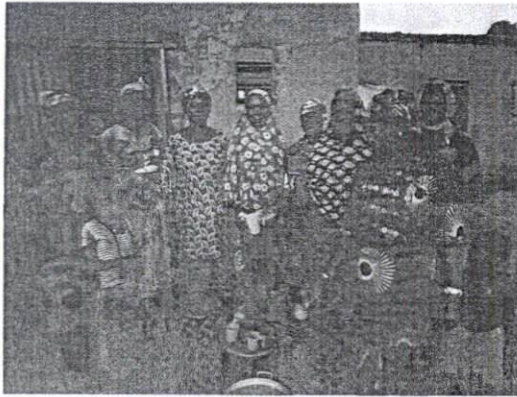
Les Activités prévues par le Projet pour cette année 2021 sont les suivants :

- Mettre en place 134 plateformes communautaires dans le DS de Sikasso y compris la dotation en kits de démonstration nutritionnelle et outils (134 selon la stratégie proportionnelle à la taille de la population et l'approche commune) ;
- Doter les membres des plateformes communautaires et le personnel de l'ONG en masque (2 par personne) et en savon (2 morceaux de 200 g/personne) soit 1608 membres de plateformes et 5 staffs ONG = 1613 ;
- Doter le personnel de l'ONG (4 Staffs) en gel hydro-alcoolique (1fl de 500ml/personne/ en une fois);
- Doter les GSAN en kits de démonstration nutritionnels ;
- Appuyer la SA dans 441 villages des districts de Kignan, Sikasso et de Yorosso pour vacciner 10,852 enfants de 0-11 mois pendant 6 mois ;
- Organiser une rencontre d'orientation des agents des 12 nouveaux de l'ONG de Sikasso et des DS sur l'approche communautaire et les procédures HACT ainsi que les 6 nouveaux DTC ;
- Mettre à jour les données du diagnostic communautaire ;
- Evaluer les plans d'actions multisectorielles dans 486 villages (90 Kignan, 104 Yorosso et 279 de Sikasso) ;
- Organiser de mission de supervisions et suivi conjoints des activités du PMA dans les CSCOM et des plateformes communautaires intégrées y compris l'introduction de la chlorhexidine (suivi post formation) des DS vers les aires de santé et des CSCOM vers les villages (plateformes) ;
- Appuyer SA dans 441 villages des districts de Kignan, Sikasso et de Yorosso pour vacciner 10,852 enfants de 0-11 mois pendant 6 mois.

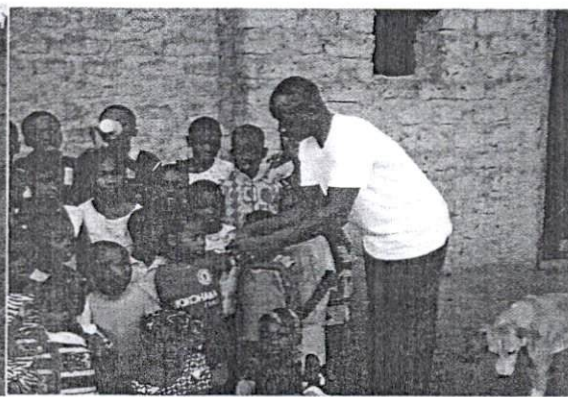
2.4. RESULTATS ATTEINTS PAR LE PROJET :

Les résultats atteints par le Projet en 2021 sont les suivants :

- L'approche/dialogue communautaire est effectué dans les 6 nouvelles aires de santé et les sessions de formation des membres des GSAN sont en cours. (1032/1608 personnes ont été formées en 28 sessions) ;
- Tous les membres des plateformes communautaires formés ont été dotés en kit de protection contre le COVID 19 ;
- Tout le personnel de l'ONG (4 Staffs) a été doté en gel hydroalcoolique (1fl de 500ml/personne/ en une fois);
- 67 nouveaux GSAN ont été dotés en kit de démonstrations nutritionnelles ;
- La stratégie avancée (SA) a été appuyée d'octobre à décembre 2021 dans 54 aires dont 36 aires de santé à Sikasso, 12 à Kignan et 6 à Yorosso ;
- 12 nouveaux agents ont été recrutés et orientés sur l'approche communautaire et les procédures HACT ainsi que les 06 nouveaux DTC ;
- Les travaux de mise à jour du diagnostic communautaire sont en cours avec 158/395 plateformes qui ont finis avec la mise à jour ;
- Les travaux de l'évaluation du plan d'action sont en cours avec l'évaluation suivi de l'élaboration de 57 plans ;
- Toutes les missions de supervisions des DTC et des districts ont été réalisées ;
- La SA a été appuyée d'octobre à décembre 2021 avec 6521 enfants vaccinés et 3069 femmes touchées ;



Démonstration culinaire et nutritionnelle



Séance de dépistage de la malnutrition

2.5. Résultats

- Les activités de élaboration des plans d'action villages sont en retard ;
- Les activités de réunions des plateformes des communes et celles des districts ne sont pas réalisées ;
- Les réunions de monitoring ;
- Les missions conjointes de supervisions des activités terrain.

Il faut comprendre ces écarts par le démarrage tardif des diagnostics communautaire.

2.6. Partenaires et leurs apports par projet

a. Le Gouvernement : appui technique

- OSC (FELASCOM, ASACO) Appui conseil;
- Groupements féminins et Chefferies traditionnelle : mobilisation communautaire

b. Organismes des Nations Unies

- UNICEF : Appui financier et technique

2.7. Bénéficiaires

Bénéficiaires directs individus :

- Enfants de 0 à 59 (22%) : 102,536 dont 36,333 à Kignan et 66,203 à Yorosso.
- Enfants de 6 à 59 mois (20%) : 83,893 dont 29.727 à Kignan et 54.166 à Yorosso.
- Enfants de 0-59 mois enregistrés dans le registre de suivi longitudinal : 66,203 à Yorosso.
- Enfants de 0-11 mois (4%) ayant reçus le Penta 3 : 17,711 dont 6,276 à Kignan et 11,435 à Yorosso.
- Personnes s'occupant principalement d'enfants âgés de 0 à 23 mois (femmes enceintes, mères allaitantes, les donneurs de soins (les mères adolescentes, adolescentes) ayant reçus les conseils sur l'ANJE par le biais d'installations et des plateformes communautaires (COVID 2019): 67,763 personnes dont 24,012 à Kignan (5,505 femmes enceintes, 5,505 femmes allaitantes et 13,002 adolescentes) et 43,751 à Yorosso (10,032 femmes enceintes, 10,032 femmes allaitantes et 23,690 adolescentes).
- Nouveau-nés :11,186 dont 3,964 à Kignan et 7,222 à Yorosso.
- Personnes atteintes par des messages sur la prévention et l'accès aux services sur COVID-19 : 233,036 personnes dont à Kignan 82,576 personnes (42,114 femmes et 40,462 hommes) et 150,641 personnes à Yorosso (76,735 femmes et 73,726 hommes)
- Bénéficiaires indirects des organisations :
- 191 plateformes communautaires au niveau village (441 Groupes de Soutien aux Activités Communautaires (GSAC)) : les membres des GSAC, les chefs de village et les membres comités restreints des plateformes des communes :
 - 1.990 personnes à Kignan : (i) 1.812 membres de GSAC (ii) 88 chefs de village, (iii) 90 membres comités restreints des plateformes des communes ;
 - 3.673 personnes à Yorosso : (i) 3.480 membres des GSAC, (ii) 103 chefs de village et (iii) 90 membres comités restreints des plateformes des communes
- Aires de santé : 27
- ASACO : 27
- CS Réf : 03

- Prestataires de santé (Directeurs Techniques des Centres (DTC) et Chargés des Maternités (CM)) formés : 54 dont 22 à Kignan (11 DTC et 11CM) et 32 à Yorosso (16 DTC et 16 CM), 32 à Sikasso (16 DTC et 16 CM).

Au total on dénombre 191 plateformes communautaires au niveau village et 18 plateformes de coordination multisectorielles au niveau commune.

2.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Insécurité dans les districts sanitaires d'intervention et particulièrement à Yorosso ou certaines activités communautaires d'après l'équipe cadre du district ne peuvent pas être réalisées pour le moment dans 7/18 aires de santé ;
- Retard dans l'acquisition de la logistique (moto, ordinateur) ;
- Rupture des copies de rapport des GSAN

3. Titre : Le projet de renforcement des capacités des adolescents et jeunes en santé de la reproduction

3.1. Localisation : Bamako, Sikasso, Kayes et Koulikoro

3.2. Budget : Le montant du budget pour l'année 2021 est de 38 065 828 F CFA

3.3. ACTIVITES PREVUES :

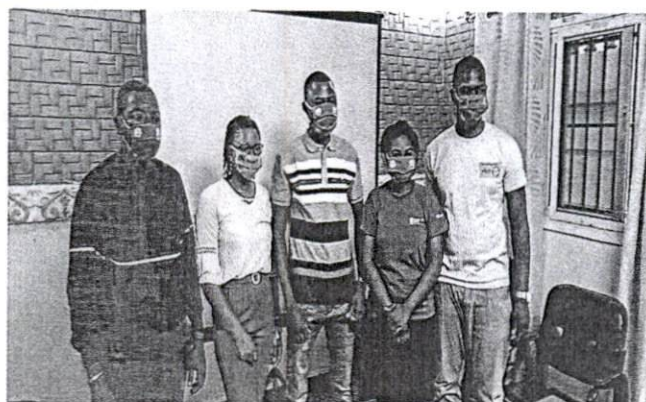
Les Activités prévues par le Projet pour cette année 2021 sont les suivants :

- Organiser des réunions périodiques de la COSC/PF et des groupes thématiques ;
- Elaborer le plan d'action des groupes thématiques ;
- Identifier les structures de personnes vivant avec un handicap ;
- Former et mettre en place des réseaux des jeunes ambassadeurs(JA) à Kayes, Koulikoro et Sikasso ;
- Plaidoyer en faveur des jeunes en situation de handicap, à l'endroit du ministre de la santé et de l'action sociale ;
- Organiser le forum national des jeunes sur la santé de la reproduction (SR).

3.4. Résultats atteints par projet :

Les résultats atteints par le Projet en 2021 sont les suivants :

- Renouvellement du réseau national des JA, tenue de l'assemblée générale électorale du bureau des Jeunes Ambassadeurs SR/PF Mali. Le bureau est composé de cinq (5) postes qui sont :
 1. Président : Boubacar DIARRA
 2. Vice-Président(e) : Oury KAMISSOKO
 3. Secrétaire General : Younouss DICKO
 4. Chargé (e)de Communication : Fanta CISSE
 5. Trésorier(e) : Mamadou B BATHILY



Bureau des JA de Bamako

- Elaboration de plan d'action : Les JA après la mise en place du bureau, ont procédé à l'élaboration de leur plan d'action annuel. A l'issue de la journée de travail, les JA ont présenté leur plan d'action au Président de la COSC/PF ;
 - La formation et la mise en place des réseaux des JA à Koulikoro, Kayes et Sikasso
- Trois (03) bureaux de jeunes ambassadeurs ont mis en place et 90 jeunes ont été formés en raison de 30 à Kayes, 30 à Koulikoro, et 30 à Sikasso. Les jeunes ont été renforcés sur le concept Jeunes Ambassadeurs (JA), la Santé de la Reproduction (SR), La contribution de la planification familiale (PF) à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), le leadership et l'utilisation des Technologies de l'information et de la Communication (TIC).

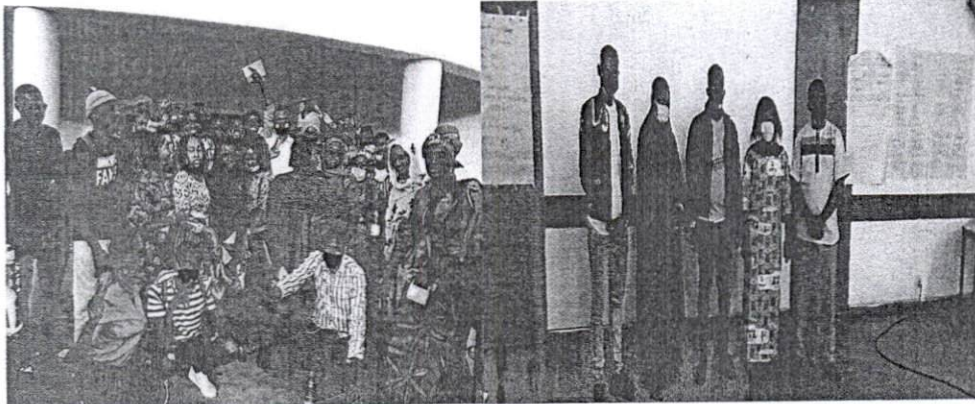


Photo de famille des JA de Kayes

Bureau des JA de Sikasso

- Plaidoyer auprès du Ministre de la santé et du développement social pour la prise en charge de la SR des jeunes en situation de handicap ;
- Organisation d'un atelier d'identification des défis majeurs sur la santé de la reproduction des jeunes en situation de handicap tenu du 18 au 19 Février, sur l'identification des défis majeurs en matière de DSSR des jeunes en situation de handicap et de vulnérabilité.
- Atelier d'élaboration de la stratégie de plaidoyer : Du 24 au 25 février 2021 a eu lieu l'atelier d'identification des stratégies de plaidoyer des jeunes en situation de handicap et vulnérables sur les Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR). Cet atelier avait pour objectif général d'identifier les meilleures stratégies pour réussir le plaidoyer en Santé Sexuelle et Reproductive des jeunes en situation de handicap et de vulnérabilité.
- Atelier d'élaboration des messages : Après l'identification des stratégies et messages clés, il est impératif d'identifier et d'affiner les messages relatifs à la stratégie. C'est dans ce cadre que la coalition des OSC/PF organise un atelier de finalisation des messages de plaidoyer en DSSR des jeunes en situation de handicap et des jeunes vulnérables. Une trentaine de personnes ont pris part à cet atelier reparti comme suite : 15 Jeunes en situation de handicap, 2 Jeunes représentant les aides ménagères, 10 Jeunes ambassadeurs, 01 représentant de ASDAP, 1 représentant de AMPPF et enfin 1 représentant de AMPRODE Sahel.



Atelier d'élaboration des messages

- Plaidoyer à l'endroit du Ministre de la santé et du développement social : le 28 Août s'est tenu à Kati Sanafara le lancement de la 1^{ère} édition de la campagne nationale sur la planification Familiale avec pour objectif de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale à travers l'accroissement du nombre de nouvelles utilisatrices de PF et le dépistage précoce du cancer du col de l'utérus et du sein. Les jeunes ont vue en cette circonstance une opportunité pour faire un plaidoyer fort à l'endroit du Ministre de la santé pour la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes et spécifiquement les jeunes en situation de handicap et de vulnérabilité.



Ame le Ministre de la santé avec les jeunes



Une jeune de l'IJA avec Mme le Ministre

- Le forum national des jeunes sur la santé de la reproduction : La cinquième édition du forum national des jeunes sur la SR/PF a eu lieu, du 22 au 23 décembre 2021 à Azalai hôtel Salam. Il a regroupé 250 participants jeunes venant de toutes les régions Mali ainsi que du district de Bamako.

3.5. Ecarts :

Toutes les activités programmées ont été réalisées.

3.6. Partenaires et leurs apports par projet

- Amplify-Change : Appui financier ;
- Coalition des OSC/PF du Mali : Appui financier et appui conseil ;
- Services techniques de l'Etat : Appui conseil.

3.7. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les jeunes et les adolescents

3.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La mise à disposition des fonds conformément aux activités panifiées, et ;
- La non disponibilité des cibles du plaidoyer vu la situation d'instabilité sociopolitique du Mali.

C. DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE/NUTRITION

1. Titre : Le Programme de Soutien au Dispositif National de Sécurité Alimentaire (PRESA)

1.1. Localisation : Commune urbaine de Tenenkou, cercle de Tenenkou, Région de Mopti.

1.2. Budget :

Le montant du budget pour l'année de 2021 (Juillet-Octobre 2021) est de **32 185 500 F CFA**.

1.3. ACTIVITES PREVUES :

Les Activités prévues par le Projet sont les suivants :

- Organiser des sessions d'information, de sensibilisation et de mobilisation dans les communes et dans tous les quartiers de la commune ciblée ;
- Utiliser les critères de ciblage des ménages, des Femmes enceintes et des Femmes allaitantes (FEFA) et de Groupement collectifs en rapport avec les outils consensuels définis avec le CSA/PRESA (guide méthodologique) ;
- Collaborer avec la Coordination régionale CSA/PRESA de la Région de Mopti et l'antenne locale de Cercle de Tenenkou dans toutes les étapes de l'intervention ;
- Collaborer avec la Commission de Supervision Locale composée des représentants des élus communaux, des communautés, des représentantes des femmes, des jeunes de la société civile et d'antenne locale CSA/PRESA de Tenenkou mise en place à cet effet ;
- Procéder aux opérations de ciblage des bénéficiaires potentiels en rapport avec les acteurs (notamment les ONG retenues par le CSA pour le ciblage des ménages) et valider la liste des personnes ciblées avec la commission locale désignée au sein de la communauté ;
- Mener les transferts monétaires conformément au guide méthodologique élaboré à cet effet envers les communes cibles de l'intervention au profit des bénéficiaires finaux ;
- Assurer une bonne communication autour de l'opération à tous les niveaux ;
- Veiller à une gestion transparente de cette opération et sa réussite selon les termes de la présente convention ;
- Assurer l'entière responsabilité du suivi des activités de sensibilisation, ciblage, distribution) en utilisant la boîte à outils fournie par le PRESA et en respectant les fréquences de remplissage et de transmission des fichiers ;
- Soumettre le rapport provisoire aux avis, observations et commentaires de la coordination régionale CSA/PRESA avant transmission du rapport final à la Coordination Nationale du PRESA ;
- Transmettre le rapport final approuvé par la coordination régionale CSA/PRESA de l'opération de ciblage et du transfert monétaire à la Coordination Nationale du PRESA à la fin de l'exercice ;
- Travailler conformément aux outils de suivi-évaluation (listes des bénéficiaires : listes des FEFA et les procès-verbaux de l'Assemblée de validation et de distribution/transfert) partagés au moment de la rencontre de cadrage avec l'ONG ;
- Produire le rapport d'activités de TM selon le canevas mis à disposition par le PRESA.

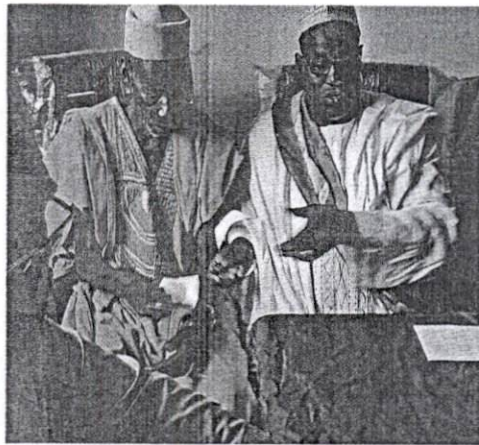
1.4. RESULTATS ATTEINTS en 2021 :

- Ciblage de 282 ménages vulnérables pour l'assistance alimentaire et le renforcement des moyens d'existence ;
- Ciblage de 282 Femmes Enceintes et Allaitantes (FEFA) pour l'assistance nutritionnelle et trois (03) groupements collectifs pour le renforcement des moyens d'existence ;
- TM Nutrition (FEFA): 282 FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes) à raison de 22 500f par bénéficiaire pour un montant total de **6 345 000 FCFA** ;



FEFA de Tenenkou

- Transfert Moyen d'Existence (TME) : 282 ménages bénéficiaires à raison de 50 000 FCFA par bénéficiaire pour un montant total de **14 100 000 FCFA** ;



TME à un chef de famille

- Montant transferts monétaires Assistance Alimentaire (AA) (30 000 FCFA) : 282 ménages bénéficiaires à raison de 30 000 F CFA par bénéficiaire pour un montant total de **8 460 000 FCFA** ;
- Transfert au groupement collectif : Trois 03 associations à raison de 300 000 FCFA par groupement pour soutenir leurs activités génératrices de revenus principalement l'embouche bovine pour un montant total de **900 000FCFA** ;
- En somme le montant total transféré au titre 2021 à la commune urbaine de Tenenkou s'élève à la somme de **29 805 000 F CFA**

1.5. Ecart :

AMPRODE/SAHEL a réalisé 100% des activités contenues dans la convention notamment les Transferts Monétaires (TM) en faveur des différents groupes cibles au compte du Programme de Soutien au Dispositif National de Sécurité Alimentaire (PRESA) dans la commune de Tenenkou, Cercle de Tenenkou, Région de Mopti.

1.6. Partenaires et leurs apports :

Gouvernement du Mali/CSA : Apport financier ;
 Coordination Régionale du PRESA : apport technique et financier ;
 Service technique de l'Etat : Appui conseil
 Collectivités : mobilisation sociale
 Communautés : investissement humain

1.7. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du Projet sont :

- Transfert Monétaire Alimentaire (complément DAG) : 282 ménages ;
- TM Nutrition (FEFA) : 282 FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes) ;
- Transfert Moyen d'Existence (TME) : 282 ménages ;
- Transfert au groupement collectif : 3 groupements.

1.8. Difficultés :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Manque de sécurisation des agents de distribution pendant cette période d'insécurité ;
- Déplacement du fonds de Bamako à Tenenkou sans mesure de sécurité

D. DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :

1. Titre : Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel (PRRE-FA)

1.1. Localisation : Zone économique de Konna couvrant les cercles de Mopti, Douentza, Tenenkou et Youwarou dans la Région de Mopti.

1.2. Budget : Le montant du budget pour l'année de 2021 (1er Janvier au 30 Juin 2021) est de 44 158 000 F CFA.

1.3. ACTIVITES PREVUES :

Les Activités prévues par le Projet pour 2021 sont les suivants :

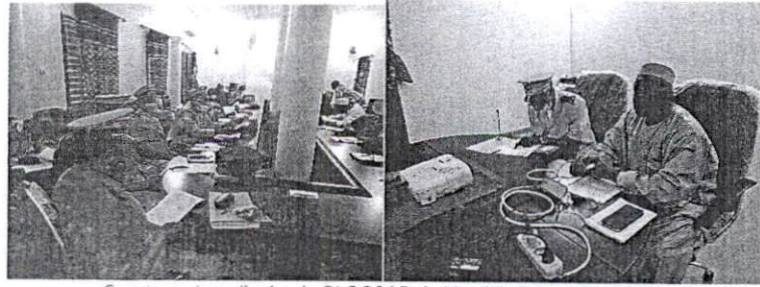
- Informer les communautés, les membres des conseils communaux, les agents des services techniques déconcentrés et les autorités administratives sur les objectifs du projet et les actions initiées ;
- Affiner et finaliser l'identification des projets productifs et socio-collectifs du financement additionnel de façon participative ;
- Approprier de façon durable leurs microprojets par les producteurs organisés ;
- Dynamiser les comités communautaires de suivi et de surveillance des activités, d'enregistrement et de gestion des plaintes, de prévention et gestion des conflits afin d'assurer leur rôle de veille citoyenne ;
- Appuyer les acteurs intervenant dans la chaîne de valeurs (renforcement des capacités, structuration, formations, guides méthodologies, manuels etc...) pour mieux promouvoir leurs activités (fourniture d'intrants, production, transformation, commercialisation et consommation) ;
- Suivre les microprojets socio-collectifs et productifs réalisés au cours de la phase 1 du PRRE pour rendre compte de leur exploitation ;
- Collecter les données de suivi-évaluation des activités du PRRE y compris celles de la base de données MALIGEMS via KoboToolBox;
- Mettre en place les structures de gestion des projets socio-collectifs selon l'approche communautaire ;
- Faire régulièrement le Suivi et la sensibilisation de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales notamment en leur volet réinstallation des populations affectées, exploitation et abus sexuels et les violences basées sur le genre ;
- Appuyer les collectivités dans la réalisation de la restitution publique du bilan des PDSEC et de compte administratif.

1.4. Résultats atteints en 2021 :

Au cours de l'année 2021, les résultats suivants ont été atteints :

- Quatre (4) sessions de CCOCSAD prévues ont été tenues dans quatre (4) communes (Haïré, Hombori, Konna et Djaptodji) sur le partage des résultats de la mise en œuvre des activités de PRRE-FA d'Octobre 2019 à Novembre 2020 ;
- 112 membres dont 102 hommes, 10 femmes, 17 Elus, 29 Agents des Services Techniques, 66 des Organisations de la société civile et 16 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à ces 04 sessions de CCOCSAD réalisées ;

- Les acteurs sont régulièrement informés sur le Projet. Ils ont adhéré à l'approche du Projet. Ils sont impliqués et participent à la mise en œuvre des activités ;
- 02 sessions de CLOCSAD prévues ont été tenues dont 01 dans le cercle de Douentza et 01 dans le cercle de Mopti ;



Session extraordinaire de CLOCSAD de Mopti, le 7 Septembre 2020

- 128 membres soit 117 hommes, 11 femmes, 33 Elus, 57 Agents des Services Techniques, 38 Organisations de la société civile et 27 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à ces 02 sessions de CLOCSAD réalisées dans les cercles de Douentza et de Mopti ;
- Les acteurs sont régulièrement informés sur le Projet. Ils ont adhéré à l'approche du Projet. Ils sont impliqués et participent à la mise en œuvre des activités ;
- Au total 217 émissions dont 30 diffusions et 181 rediffusions ont été réalisées par 02 radios (Radio rurale de Douentza dans le cercle de Douentza, et radio jigui sigui de Konna dans le cercle de Mopti). Les thèmes ont porté entre autres sur :
 - Les mesures de prévention contre le coronavirus ;
 - Les droits et devoirs du citoyen ;
 - Lutte contre le travail des enfants de moins de 15 ans dans l'exploitation des microprojets (cages, étangs piscicoles, PPIV) ;
 - Procédures de création des zones de pêche collective (article 22 à 27 du décret n°2018-0750/P-RM du 24 Septembre 2018 portant sur la pêche et l'aquaculture) ;
 - Rôle et responsabilités des agents communaux sur la restitution publique de la gestion des collectivités territoriales
 - L'importance de la restitution publique sur la gestion administrative et financière de la collectivité.

Les langues de diffusions étaient le fulfulde, le sonhaï, le bamana, le bozo et le français.

- 22 OCB/OSP sur 23 prévues ont participé du 14 au 18 Juin 2021 à une visite d'échanges à Markala dans le cadre du renforcement de leurs capacités et de compétences techniques dans l'exploitation de leurs microprojets piscicoles financés par le PRRE-FA ;
- 13 membres dont 01 femme, 11 hommes et 3 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à cette formation et sont outillés sur le changement climatique ;
- Création d'une Union des pisciculteurs de 19 OCB/OSP bénéficiaires de cages flottantes et d'étangs piscicoles de la commune de Konna. Le dossier de formalisation est déposé à la Direction Régionale du Développement Economique et Sociale de Mopti et le traitement du dossier est à un niveau avancé ;



Formation Technique piscicole et Visite de terrain chez un propriétaire particulier à Madina-coura (Mopti)

- L'Union a signé un contrat de fourniture de 176 000 alevins à 22 000 000 FCFA avec la Ferme B. DIALLO.
- Le processus de pré grossissement des 100 500 alevins de 0,60 g à 0,80 g mises en cages le 20 Mars et le 9 Avril 2021 se poursuit. Les dispositions sont en cours pour évaluer l'évolution des alevins à 10g, norme contractuelle entre l'Union et la Ferme B.DIALLO ;
- Une session de CCOCSAD a été tenue le 28 Juin 2021 à Konna avec la participation de 31 membres dont 27 hommes, 04 femmes, 03 Elus, 09 Agents des Services Techniques, 19 des Organisations de la société civile. Les participants ont manifesté leur entière satisfaction pour ces partages d'informations sur l'état d'avancement de la structuration de la chaîne de valeur de production piscicole dans la commune de Konna. L'atelier a permis d'améliorer l'implication active des acteurs au niveau de la commune de Konna dans la filière poissons ;
- Une (01) foire a été organisée les 1er, 02 et 3 Mai 2021 au 1er quartier de Douentza à l'occasion de la fête de Ramadan. Soixante-sept (67) sur Soixante-dix (70) prévus ont été apportés par 06 OCB/OSP (dont 03 OCB de Douentza, 01 OCB de Dallah et 01 de Gandamia) à la foire ;
- 99% (79/80) microprojets productifs financés aux profits des OCB/OSP sont en exploitation (seuls les 10 ha de bourgoutière de Dounguel ne sont pas en exploitation) ;
- La situation des microprojets productifs financés au profit des OCB/OSP se présente comme suit : 64 MP de cages flottantes (16 OCB/OSP bénéficiaires à raison de 4 cages/OCB dans 10 villages), 8 MP de CMP (04 OCB/OSP bénéficiaires à raison de 2 par OCB), 7 étangs piscicoles dont 4 à Dtza et 3 à Konna, 01 Bourgoutière. Au total, le nombre de microprojets productifs est 80 ;
- 67% (4/6) des microprojets socio-collectifs et productifs financés aux profits des Collectivités Territoriales sont en exploitation (la gare routière de Douentza et les 30 magasins de Konna ne sont pas en exploitation) ;
- 06 microprojets socio-collectifs et productifs financés au profit des collectivités Territoriales et la situation des microprojets socio-collectifs et productifs se présente comme suit : 01 marché d'un ha avec 30 magasins à Konna, 01 Centre de Développement de la Petite Enfance à Konna, 01 maison des jeunes à Konna, 01 complexe sportif à Konna, 01 débarcadère de Youwarou, 01 gare routière de Douentza ;



Récolte des poissons

PIV de Société coopérative dePERA KONDO de Koubi 2

- La cartographie des onze (11) microprojets restants a été réalisée sur un total de 36 microprojets à cartographier ;
- 50 membres dont 11 femmes des 5 comités de gestion ont été formés sur les attributions des différents comités, les rôles et responsabilités des membres, et ont été outillés pour l'accomplissement de leurs missions respectives ;



Séance de formation des membres comités de gestion des infrastructures de Konna par les ADC avec l'appui du Coordinateur.

- 97 séances ont été réalisées dans les 04 cercles d'intervention du projet. Au total 520 personnes dont 424 hommes, 96 femmes et 143 jeunes de 18 à 35 ans ont été touchées par ces séances d'IEC dans 15 villages de 03 cercles (Douentza, Mopti et Youwarou) ;
- 53 personnes dont 37 Elus, 17 Agents communaux, 46 hommes, 07 femmes ont participé à la formation sur le guide de restitution publique du bilan de PDSEC et de compte administratif au niveau des sites de formation organisée à Konna, Youwarou, Djaptodji et de Douentza regroupant les participants de Haïré, Hombori et Douentza ;
- Les 05 communes ont été appuyées par l'ONG à travers la planification des activités et les préparatifs techniques ;
- 02 Assemblées générales de restitution publique des bilans de PDSEC et de compte administratif ont été tenues par 02 communes (Konna et Douentza).

1.5. Ecart :

- Toutes les activités prévues ont été réalisées.

1.6. Partenaires et leurs apports :

- Banque Mondiale : Apport financier ;
- SOS SAHEL : apport technique et financier ;
- Service technique de l'Etat : Appui conseil
- Collectivités : mobilisation sociale
- Communautés : investissement humain

1.7. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du Projet sont :

- Les collectivités des communes de Konna , Youwarou, Djaptodji, Hairé, Hombori
- 28 Organisations communautaires de base et Organisations socio-professionnels (OCB/OSP) dont 23 dans la commune de Konna, 02 dans la commune de Djaptodji, 02 dans la commune de Hombori et 01 dans la commune de Haïré.

1.8. DIFFICULTES :

Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- L'insécurité domine les zones d'intervention du Projet notamment les zones de Konna et de Douentza ;
- La situation locale de règlementation traditionnelle de gestion des plans d'eau a occasionné un retard dans le processus ;
- La dominance de l'informel dans les activités de la pêche dans la zone.

II. VIE ASSOCIATIVE DE L'ONG-ASSOCIATION SIGNATAIRE D'ACCORD-CADRE AVEC L'ETAT :

L'Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel (AMPRODE/SAHEL) est une ONG nationale créée le 05 janvier 1992, agréée par récépissé N°

411/MAT/DAT du 08 mai 1992, suivi de la signature d'accord cadre N° 319 du 30 mai 1992 révisé le 07 Janvier 2008 avec le Gouvernement Malien sous le N°0115/000319.

Ses organes de gestion sont :

- L'Assemblée Générale : organe suprême de l'Association. Elle se réunit en session ordinaire une fois par an et en session extraordinaire sur convocation du conseil d'administration à la majorité des deux tiers (2/3) des membres inscrits ;
- Le Conseil d'Administration : est l'organe de décision d'AMPRODE/SAHEL. Il est responsable devant l'Assemblée Générale (AG) et est composé de sept (07) membres. Il est chargé d'exécuter les décisions de l'AG.
- La Direction Exécutive qui tient lieu de siège pour l'Association et est dirigée par un Directeur Exécutif chargé d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration.

Au cours de l'année 2021, les différentes instances se sont réunies :

a) *Le conseil d'Administration :*

1) **Préparation de l'AG de l'année écoulée :**

- ✓ L'examen et approbation des Rapports d'activités et financier 2021 ;
- ✓ L'examen et approbation du Rapport du commissaire aux comptes ;

2) **L'examen et approbation du Programme d'activités pour l'année 2022**

3) **Questions diverses**

b) *L'Assemblée Générale pour statuer sur :*

1) **Le bilan de l'année écoulée :**

- ✓ L'examen et approbation des Rapport d'activités et financier 2021 ;
- ✓ L'examen et approbation du Rapport du commissaire aux comptes ;

2) **Le programme d'activités pour l'année 2022**

3) **Questions diverses**

III. Administration / fonctionnement :

AMPRODE/SAHEL, l'ONG – Association signataire de l'accord- cadre avec l'Etat a son siège à Bamako et possède des antennes ou représentations dans les localités suivantes : Sévaré (Mopti), Tenenkou, Bankass, Bandiagara, Sikasso et Gao.

Chaque antenne est dirigée par un chef d'antenne qui rend compte à la Direction Exécutive.

La taille du personnel d'AMPRODE/SAHEL est de **81** agents dont **32** femmes. Ce personnel est composé de six (06) agents administratifs assurant la permanence au siège de l'ONG, **75** agents de terrain, 09 agents d'appui (05 chauffeurs et 04 gardiens).

Les principaux domaines de qualification du personnel sont : Psychopédagogues, Socio-anthropologue, Ingénieurs agronomes, Ingénieurs zootechniciens, Ingénieurs des eaux et forêts, Administrateurs, Juristes, Gestionnaires, Sociologues, Médecins, Infirmiers, sage femmes, Techniciens d'agriculture, d'élevage, Comptables, Secrétaires comptables.

L'ensemble du personnel d'AMPRODE/SAHEL est constitué de nationaux.

AMPRODE/SAHEL est membre du GP/SP, de la Coalition des OSC/PF et des CR ONG de Mopti et de GAO. Son Directeur Exécutif assure la présidence de la coalition des OSC pour le repositionnement de la PF pour le Mali et pour la sous-région Afrique francophone. Il est aussi commissaire à la CVJR au compte de la société civile.

IV. Perspectives :

Les perspectives de l'ONG pour l'année 2022 sont entre autres :

➤ *La poursuite de la mise en œuvre des projets suivants :*

1. **Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté dans les districts sanitaires de Sikasso, Kignan, Yorosso, Région Sikasso ;**

2. Programme d'Accès à l'Éducation pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM) dans les Académies de Douentza et de Gao ;
 3. Projet FOOD FOR EDUCATION phase IV (MGDIV) ;
 4. La mise en œuvre du projet DEMSAN/OOAS au Mali ;
- *La mise en œuvre des activités suivantes :*
- L'identification, conception et montage de nouveaux projets et recherche de financement à travers les appels à manifestation et les appels à projets ;
 - La poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique 2018-2023 de l'ONG.

V. Conclusions/Recommandations :

L'apport des ONG dans un pays comme le Mali où plus de 80% de la population est pauvre, est déterminant. A cet effet, les différents projets exécutés ou en cours de réalisation par l'ONG AMPRODE/SAHEL, sont inscrits dans leur majorité dans les politiques et stratégies nationales mais aussi dans les plans de développement communaux des localités concernées, répondent à des exigences du moment et ont contribué à satisfaire les besoins sociaux et économiques des communautés à la base.

Cependant, malgré la crise politico sécuritaire et l'extrême pauvreté de nos populations, les résultats obtenus sont encourageants. Une collaboration franche gage d'un partenariat fécond existe entre les différents acteurs (Administration, services techniques, autorités communales, bénéficiaires) qui œuvrent pour le développement des communautés.

Pour une meilleure implication des ONG dans le développement économique et social du pays, nous suggérons au gouvernement de :

- ▶ Faciliter aux ONG l'accès au financement des programmes sectoriels comme entre autres PRODESS II, PISE III, PRODEJ, PRODEC ;
- ▶ Prévoir une ligne budgétaire pour le financement des ONG comme cela se fait dans d'autres pays ;
- ▶ Faciliter aux ONG les procédures d'exonération de leurs biens.

Fait à Bamako, le 15 Mars 2022

Le Directeur Exécutif



ASSOCIATION MALIENNE POUR LA
PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT
DE L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL
AMPRODE/SAHEL

BP. 5017 Tel: 20 29 37 82

E-mail: amprode@afribonne.net.ml

BAMAKO

RAPPORT FINANCIER 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2021

EMPLOI		RESSOURCES	
RUBRIQUES	MONTANT	PROJETS	MONTANT
		Solde au 31 décembre 20	75 811 780
Extension et promotion de l'utilisation des services de dépistage et de prise en charge du VIH et de la Tuberculose au Mali	164 672 545	Extension et promotion de l'utilisation des services de dépistage et de prise en charge du VIH et de la Tuberculose au Mali	164 672 545
FM PLAN INTERN	30 649 421	FM PLAN INTERN	30 649 421
Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM) Gao	5 896 869	Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM) Gao	5 896 869
Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM) Douentza	2 820 688	Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM) Douentza	2 820 688
Projet JIGIYA/FFE IV (Food for Education /childnutrition Project).	83 323 325	Projet JIGIYA/FFE IV (Food for Education /childnutrition Project).	83 323 325
Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté	94 139 616	Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté	94 139 616
<i>Le Programme de Soutien au Dispositif National de Sécurité Alimentaire (PRESA)</i>	32 185 500	<i>Le Programme de Soutien au Dispositif National de Sécurité Alimentaire (PRESA)</i>	32 185 500
<i>Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique -Financement Additionnel (PRRE-FA)</i>	44 158 000	<i>Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique -Financement Additionnel (PRRE-FA)</i>	44 158 000

Projet SUBVENTION RENFORCEMENT FSMG 2S8U NT D'AMPLIFY CHANGE	38 065 828	Projet SUBVENTION RENFORCEMENT FSMG 2S8U NT D'AMPLIFY CHANGE	38 065 828
projet AMPLIFY CHANCE AFFRIQUE DE L4OUEST CROSC	22 697 538	projet AMPLIFY CHANCE AFFRIQUE DE L4OUEST CROSC	25 347 426
Depenses d'Administration	25 615 875	Depenses d'Administration	3 012 000
Banque	55 857 793		
TOTAL	600 082 998	TOTAL	600 082 998

- 0

RUBRIQUES	MONTANT	RUBRIQUES	MONTANT
Dépenses Administration	25 615 875	RESSOURCE	600 082 998
Fonctionnement	492 678 864	EMPLOIS	544 225 205
Equipement	25 930 467	SODE TRESORERIE	55 857 793
TOTAL	544 225 205		

Le Responsable Financier


Mama SIBINI

Bamako, le 27 mars 2022
Le Directeur Exécutif P/O



AMPRODE/SAHEL

BP. 5017 Tel: 20 29 37 82

E-mail: amprode@afribonne.net.ml

BAMAKO

RAPPORT FINANCIER DU 1er Janvier 2021 AU 31 Décembre 2021

I SITUATION BUDGETAIRE

I,1	RESSOURCES/PROJET	
	ONG	3 012 000
	PTF	597 070 998
	Etat	
	Collectivités	
	Populations	
	Autres	
TOTAL		600 082 998

I,2	EMPLOI/PROJET	
	Depenses d'investissement	25 930 467
	Depenses de fonctionnement	492 678 864
	Depenses d'administrations	25 615 875
TOTAL		544 225 205

I,3	SOLDE BUDGETAIRE	55 857 793
-----	-------------------------	-------------------

II SITUATION DES COMPTES

II,1	Recettes/Projet	
	Solde créditeurs d'entrés (solde de l'exercice écoulé)	75 811 780
	Recette de l'exercice	524 271 218
Total recettes/projet		600 082 998

II,2	Depenses/Projet	
	Solde débiteurs d'entrés (solde de l'exercice écoulé)	-
	Depenses de l'exercice	544 225 205
Total depenses/projet		544 225 205

III	SOLDE FINAL (Recette-depenses) de l'exercice	
	En espèce	
	En Banque	55 857 793
	En valeur de caisse	
TOTAL		55 857 793

IV	SITUATION DES EXONERATION PAR PROJET	
	Liste des exonérations obtenues	-
	Valeur des exonérations obtenues (Attribution Temporaire AT)	-
	Destination des exonérations obtenues	-
TOTAL		-

V	SITUATION FISCALES	
	Impôts et taxes dues	-
	Cotisations dues	-
	Autres contributions	-
	Audit comptable réalisé	-
Total		-

Date: 27 mars 2022

Nom du Responsable: Mamaoutou DIABATE Directeur Exécutif P/O

Le Responsable Financier : Mama SIBINI

